

**Assemblée générale**

Soixante-quinzième session

Documents officiels

Distr. générale
25 janvier 2021
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 7^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 13 novembre 2020, à 15 heures

Président : M^{me} Bogyay (Hongrie)**Sommaire**

Point 27 de l'ordre du jour : Développement social

- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

Point 28 de l'ordre du jour : Promotion des femmes

Point 63 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 27 de l'ordre du jour : Développement social

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (A/C.3/75/L.2, A/C.3/75/L.3 et A/C.3/75/L.9/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/75/L.2 : Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

1. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.
2. **M^{me} Persaud** (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) entraîne des difficultés sans précédent quant aux méthodes de travail habituelles des grandes commissions, en particulier de la Troisième Commission, qui examine généralement de très nombreux projets de résolution. Le Bureau a donc recommandé de rationaliser le nombre de propositions présentées à la Commission afin de réduire sa lourde charge de travail et le nombre de consultations se chevauchant, ce qui pourrait empêcher les délégations disposant d'effectifs limités de participer aux négociations sur un pied d'égalité. Partant, le Groupe des 77 et la Chine ont décidé de proposer un projet de résolution constituant une reconduction technique de la résolution 74/125 de l'Assemblée générale. Cette décision ne signifie nullement que la question est moins importante, mais offre une solution intermédiaire permettant d'éviter de longues négociations sur un nouveau texte par le biais de plateformes virtuelles, qui amoindrirent les chances de parvenir à un consensus.
3. Le projet de résolution revêt une pertinence accrue dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui a accentué les inégalités, la discrimination et les difficultés auxquelles sont confrontés certains groupes sociaux, en particulier les personnes âgées. Dans son rapport consacré aux incidences de la COVID-19 sur l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme (A/75/205), le Secrétaire général a souligné que la protection des droits humains des personnes âgées a longtemps été négligée dans les politiques et programmes nationaux, un état de fait qui, ajouté à l'absence d'un cadre juridique spécial convenu à l'échelle internationale, contribue à la vulnérabilité des personnes âgées et a peut-être joué un rôle dans le fait que les mesures prises pour faire face à la crise de la COVID-19 n'ont pas toujours été adéquates. L'adoption de ce projet de résolution témoignerait de l'engagement de la communauté internationale à appliquer le

Programme de développement durable à l'horizon 2030 en tenant compte de toutes les tranches d'âge.

4. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants souhaitent se porter coauteurs du projet de résolution : Autriche, Canada, Croatie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Malte, Mexique, Norvège, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie et Turquie.

5. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a été heureuse de se joindre au consensus sur le projet de résolution, dans lequel les États Membres sont invités à protéger et à aider les personnes âgées dans les situations d'urgence, conformément au Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030). La délégation américaine observe que ces deux documents sont non contraignants. D'autres documents sont également pertinents pour la protection des individus et l'aide aux personnes, y compris les personnes âgées, dans les situations de crise humanitaire, tels que les Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle et les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Les États-Unis souhaitent également souligner qu'il importe de promouvoir les principes et les droits fondamentaux au travail pour tous les travailleurs.

6. Le reste de la déclaration de l'orateur s'applique à tous les points de l'ordre du jour examinés par la Commission. Les résolutions de l'Assemblée générale sont des documents non contraignants qui ne créent ni droits ni obligations au titre du droit international. Les États-Unis considèrent que les résolutions n'engagent pas un État à s'acquitter des obligations découlant d'instruments internationaux auxquels il n'est pas partie. En outre, le fait que les États-Unis se portent coauteurs d'une résolution ou se joignent à un consensus sur une résolution n'implique pas qu'ils approuvent les vues des rapporteurs spéciaux ou d'autres titulaires de mandats au titre des procédures spéciales concernant la teneur ou l'application du droit international.

7. Les États-Unis sont le fer de lance de la riposte mondiale contre la COVID-19 et ont alloué 20,5 milliards de dollars à la mise au point de vaccins et de produits thérapeutiques, aux efforts de préparation et à l'aide extérieure. Comme cela a été clairement dit dans la Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, tenue en 2019, chaque pays doit tracer sa propre voie vers la mise en place de la couverture médicale universelle.

8. Conformément à la Déclaration de consensus de Genève sur la promotion de la santé de la femme et le renforcement de la famille, les États-Unis sont déterminés à promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les documents issus de la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme ne sont pas le fruit d'un consensus.

9. La délégation américaine désapprouve les références à la Cour pénale internationale et au Statut de Rome, qui ne font pas suffisamment la distinction entre les parties et les non-parties au Statut ou qui sont autrement incompatibles avec la position des États-Unis.

10. Comme exprimé dans la Déclaration de consensus de Genève, il n'existe pas de droit international à l'avortement, et chaque nation a le droit souverain de légiférer en fonction de sa propre position sur la protection de la vie à tous les stades, sans aucune pression extérieure.

11. Les États-Unis se réservent le droit souverain de faciliter ou de restreindre l'accès à leur territoire conformément à leurs lois et politiques nationales. Ils n'approuvent pas et ne reconnaissent pas le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ni la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Le Programme 2030 est un document non contraignant qui ne crée ni droits ni obligations au titre du droit international.

12. Le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris a pris effet le 4 novembre 2020. Les références faites à l'Accord de Paris et aux changements climatiques sont sans préjudice des positions prises par les États-Unis.

13. Chaque État a le droit souverain de déterminer la manière dont il conduit ses échanges commerciaux avec d'autres pays. L'ONU doit donc respecter les mandats indépendants des autres processus, cadres et institutions établis.

14. Le droit au développement n'a pas de définition convenue sur le plan international, et les États-Unis continuent donc de s'opposer à toute référence à ce droit. Les États-Unis ne sont pas signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Par conséquent, les droits qui en font partie ne sont pas une obligation ayant force exécutoire dans leurs tribunaux. Le libellé des résolutions n'éclaire pas les États-Unis pour ce qui est de comprendre les obligations que leur impose le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

15. Lorsque les États Membres sont invités par des résolutions à renforcer certains aspects de leur système d'éducation, y compris pour ce qui est des programmes

scolaires, les États-Unis le font conformément à leur pratique fédérale, au niveau des États et au niveau local.

16. *Le projet de résolution A/C.3/75/L.2 est adopté.*

17. **M^{me} Squeff** (Argentine) déclare que les effets de la COVID-19 ont été dévastateurs pour les personnes âgées, qui non seulement sont plus exposées au risque de décès et de maladies graves, mais encore sont plus susceptibles d'être victimes de discrimination, de violence, de maltraitance et de négligence. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 8 personnes sur 10 décédées du fait de la pandémie avaient plus de 60 ans.

18. Dans le projet de résolution, l'accent a été mis sur la nécessité de veiller à ce que les questions qui intéressent les personnes âgées soient prises en considération lors de l'application du Programme 2030 et la contribution essentielle des personnes âgées à la bonne marche de la société et à la mise en œuvre du Programme 2030 a été soulignée. Ces dispositions sont destinées à contribuer aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement.

19. Le monde se trouve à un moment charnière et doit écouter la voix des personnes âgées afin de lutter contre la discrimination fondée sur l'âge et de garantir la pleine jouissance de leur droit à la santé et à la vie sur un pied d'égalité avec les autres.

20. **M^{me} Khusanova** (Fédération de Russie) déclare que son pays reconnaît qu'il importe d'améliorer la situation des personnes âgées et de trouver la meilleure façon possible pour la communauté internationale de protéger leurs droits et leurs intérêts. Le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement fournit une base solide pour la réalisation de nouveaux progrès, et les contributions du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement sont précieuses dans le contexte international. Il est toutefois prématuré de modifier le format du Groupe de travail en faveur d'un modèle incluant l'adoption de recommandations négociées au niveau intergouvernemental. Il n'existe pas de consensus, même sur les aspects les plus fondamentaux du format proposé au paragraphe 52 du projet de résolution, et cette nouvelle approche risque de paralyser les discussions et d'entraver l'adoption des documents finaux du Groupe de travail. La délégation russe souhaite donc se dissocier du contenu du paragraphe 52.

Projet de résolution A/C.3/75/L.3 : Suivi du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille et ses prolongements

21. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

22. **M^{me} Persaud** (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe des 77 et la Chine réaffirment l'importance des objectifs de l'Année internationale de la famille et de leur suivi, qui restent pertinents et utiles, en particulier en ces temps difficiles de pandémie de COVID-19. Suivant la recommandation du Bureau d'envisager de prendre des mesures pour réduire la charge de travail en raison des circonstances exceptionnelles, le Groupe des 77 et la Chine ont décidé de proposer un projet de résolution constituant une reconduction technique de la résolution 74/124, qui a été adoptée en 2019 avec très peu d'éléments nouveaux. Cette décision ne doit pas être considérée comme un précédent pour les négociations sur les futurs projets de résolution.

23. En raison de cette reconduction technique, il n'a pas été possible d'inclure les recommandations faites par le Secrétaire général dans son rapport connexe (A/75/61-E/2020/4). Ces recommandations seront incluses dans le projet de résolution qui sera examiné lors de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, en plus des recommandations issues du rapport de 2021. Le Groupe des 77 et la Chine ont salué les efforts déployés par les États Membres pour soutenir les familles en situation de vulnérabilité, améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des familles avec enfants et renforcer les institutions nationales chargées de la mise en œuvre des politiques familiales. Les États Membres doivent investir davantage dans des politiques et des programmes axés sur la famille, qui sont des outils importants pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. Ils doivent aussi participer activement aux préparatifs du trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille qui sera célébré en 2024.

24. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Bélarus, Fédération de Russie, Ouzbékistan et Turquie.

25. *Le projet de résolution A/C.3/75/L.3 est adopté.*

26. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) déclare que les États-Unis se sont joints au consensus sur le projet de résolution parce qu'ils soutiennent fermement l'irremplaçable primauté des parents et des familles en tant qu'institution fondatrice de la société. Le renforcement des capacités des enfants et de leurs familles est l'un des meilleurs investissements qu'une société puisse réaliser pour éliminer l'extrême pauvreté, stimuler la croissance économique et promouvoir la

paix. La délégation américaine interprète les références à des mesures disciplinaires violentes, dans le projet de résolution, comme désignant les châtiments qui constituent des actes de maltraitance d'enfants au sens du droit interne des États-Unis d'Amérique.

27. En ce qui concerne les références au Programme 2030, à l'éducation et aux services de santé, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans une déclaration faite précédemment au cours de la séance.

28. **M^{me} Vasquez Muñoz** (Mexique) dit que la grande diversité des types de familles est reconnue et protégée dans son pays. Le plein respect de la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre et des différents types de familles a été inclus dans la législation nationale et les politiques publiques. Tous les membres de la famille sont protégés par l'État et toute forme de discrimination à leur encontre est rejetée, conformément à la Constitution. L'absence de référence spécifique aux divers types de familles dans le projet de résolution est décevante. La délégation mexicaine s'est néanmoins jointe au consensus, étant donné l'importance de renforcer la résilience des familles et les droits humains des membres de la famille, en particulier dans le contexte de la pandémie. Dans le projet de résolution, le Mexique entend le terme « famille » comme désignant les divers types de familles et interprète toutes les références qui y sont faites conformément au principe *pro personae* établi dans sa législation nationale.

29. **M^{me} Bukuru** (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement reconnaît la nécessité d'élaborer des politiques visant à soutenir la précieuse contribution des familles au renforcement des sociétés. Pour être efficaces, ces politiques doivent également être inclusives et s'adapter à l'évolution des besoins des familles. Partout dans le monde, la composition des familles a continué d'évoluer en fonction des transformations économiques et sociales, et la cellule familiale a une variété infinie de définitions, toutes dignes d'un soutien et d'un respect sociétaux égaux. Des systèmes de protection sociale tenant compte des questions de genre sont nécessaires pour lutter contre la pauvreté des familles, et une attention particulière doit être accordée aux familles en situation de vulnérabilité. Ces mesures devraient être élaborées et mises en œuvre en coopération avec les parties intéressées. Le Royaume-Uni continuera à collaborer de manière constructive avec ses partenaires pour faire progresser les discussions sur les questions liées à la famille.

*Projet de résolution A/C.3/75/L.9/Rev.1 :
Développement sans exclusion pour
et avec les personnes handicapées*

30. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

31. **M. Manalo** (Philippines), présentant le projet de résolution également au nom de la République-Unie de Tanzanie, dit que le texte contient de nouvelles dispositions concernant les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les personnes handicapées et les avancées récentes en matière d'inclusion du handicap dans le système des Nations Unies. Il est reconnu dans le projet de résolution que les personnes handicapées subissent de façon disproportionnée les effets directs et indirects de la pandémie de COVID-19. Les États Membres et les autres parties prenantes ont donc été invités à inclure les personnes handicapées à tous les stades de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions relatives à la lutte contre la COVID-19 et à la relance, et à éliminer les obstacles qu'elles pourraient rencontrer dans le cadre de l'accès aux services d'aide et de soins de santé. Compte tenu de l'importance des données dans l'élaboration des politiques et des programmes, le Secrétaire général a été prié de présenter à l'Assemblée générale, à sa soixante-seizième session, un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et, à sa soixante-dix-huitième session, des informations actualisées concernant le rapport sur le handicap et le développement de 2018 (Disability and Development Report).

32. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Algérie, Afrique du Sud, Autriche, Bahamas, Belgique, Belize, Croatie, Égypte, Estonie, Grèce, Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Japon, Lesotho, Lettonie, Libye, Lituanie, Madagascar, Mali, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du).

33. Le Secrétaire de la Commission annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet de résolution : Bolivie (État plurinational de), Congo, Djibouti, Guinée, Mozambique, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Tadjikistan, Tchad, Togo et Zimbabwe.

34. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) déclare que les personnes en situation de handicap jouissent des mêmes

droits légaux que les autres, et que les gouvernements doivent veiller à leur pleine intégration dans la société, sur un pied d'égalité. Les États-Unis se félicitent donc du fait que le projet de résolution souligne l'importance d'inclure les personnes handicapées en tant que décideurs clés dans tous les efforts de riposte et de relèvement face à la COVID-19.

35. La délégation américaine est préoccupée par les tentatives déployées par certaines délégations, au cours des négociations, en vue de revenir au modèle caritatif et médical. Les progrès réalisés dans le cadre du modèle fondé sur les droits ne doivent pas être remis en cause. Les États-Unis se félicitent que le projet de résolution fasse référence à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et encouragent vivement l'ONU à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le premier rapport sur la mise en œuvre de cette dernière (A/75/314). Ils se félicitent également du fait que le projet de résolution ne met plus l'accent sur le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, étant donné que les droits des personnes handicapées devraient être promus dans la perspective des droits humains, plutôt qu'en se fondant sur un modèle caritatif et médical obsolète. Toute collecte de données devrait être rationalisée et coordonnée avec l'établissement de rapports dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap.

36. La délégation américaine croit comprendre que l'expression « services de santé » n'inclut pas l'avortement, mais renvoie plutôt aux services proposés aux personnes handicapées qui améliorent leur santé, les possibilités qui s'offrent à elles et leur participation égale à la vie de la société. L'application et la mise en œuvre intégrales du cadre normatif international sur le handicap, les droits de la personne et le développement, mentionné au seizième alinéa du préambule, devraient être considérées comme un engagement plutôt qu'un devoir. Le projet de résolution ne laisse pas entendre qu'un État doit honorer les obligations découlant d'instruments internationaux auxquels il n'est pas partie, notamment la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et toute disposition réaffirmant cette Convention ne s'applique qu'aux États qui en sont parties. La délégation américaine soutient pleinement l'appel visant à garantir l'accès à l'éducation en veillant à ce qu'aucune personne, au seul motif de son handicap, ne fasse l'objet de discrimination pour ce qui est de l'accès ou de la participation aux programmes et activités applicables ou du bénéfice des prestations connexes.

37. L'expression « objectifs de développement arrêtés au niveau international » est comprise comme une référence au Programme 2030. La délégation américaine

a exprimé ses préoccupations concernant les références au Programme 2030 et à d'autres questions dans une déclaration faite précédemment au cours de la séance.

38. *Le projet de résolution A/C.3/75/L.9/Rev.1 est adopté.*

Point 28 de l'ordre du jour : Promotion des femmes
(A/C.3/75/L.6/Rev.1, A/C.3/75/L.13/Rev.1, A/C.3/75/L.55, A/C.3/75/L.56, A/C.3/75/L.57, A/C.3/75/L.58, A/C.3/75/L.66, A/C.3/75/L.67, A/C.3/75/L.72, A/C.3/75/L.75, A/C.3/75/L.76)

Projet de résolution A/C.3/75/L.6/Rev.1 : Améliorer la riposte rapide à l'échelle nationale et internationale face à l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les femmes et les filles

39. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

40. **M^{me} Hassan** (Égypte), présentant le projet de résolution également au nom de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de la Chine et de la Zambie, dit que le texte vise à mettre en évidence les effets dévastateurs qu'a la crise de la COVID-19 sur les femmes et les filles et le rôle important que celles-ci jouent dans la lutte mondiale contre la pandémie. Le projet de résolution met également en évidence le rôle des pays en développement dans la poursuite de l'objectif commun consistant à mettre dûment l'accent sur les questions relatives aux femmes.

41. Le projet de résolution a initialement été présenté lors d'une séance plénière de l'Assemblée générale le 22 avril 2020, qui a été suivie de deux séries de consultations. Les auteurs principaux ont volontairement suspendu les négociations pour faire en sorte que l'attention se concentre sur la résolution 74/306 de l'Assemblée générale, résolution d'ensemble sur la COVID-19, à un moment où les restrictions concernant les réunions et les négociations étaient plus strictes. Étant donné que de nombreux éléments du projet de résolution ne sont pas couverts par la résolution d'ensemble mais restent pertinents, les auteurs principaux ont tenu à poursuivre la discussion au sein de la Troisième Commission et six autres consultations informelles ont eu lieu.

42. La majorité des observations reçues au cours de ces vastes consultations ouvertes ont été prises en compte dans le texte. L'objectif des consultations était d'enrichir ce dernier et de faire en sorte que chaque délégation puisse se l'approprier d'une manière ou d'une autre. Le texte final envoie un message clair, fort et orienté vers l'action en faveur d'une riposte rapide

face aux conséquences de la COVID-19 sur les femmes et les filles.

43. Il est profondément regrettable que les États-Unis aient proposé des amendements au projet de résolution, dont deux n'ont jamais été présentés au cours du long processus de négociation. Dans un esprit d'ouverture et de constructivité, les auteurs principaux ont décidé d'accepter la proposition d'amendement du paragraphe 5, car elle correspond à leurs positions nationales. Il faudrait réviser le paragraphe 5 et ajouter les mots « dans le plein respect des droits humains » après « qui tiennent compte des questions de genre ».

44. La défense des droits humains et des droits des femmes et des filles n'est pas une entreprise exclusive à un groupe de pays ; tous les pays, en particulier les pays en développement, sont habilités à contribuer à la réalisation de cet objectif mondial commun.

45. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Congo, Ghana, Guinée équatoriale, Iraq, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Myanmar, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Venezuela (République bolivarienne du).

46. Le Secrétaire de la Commission annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet de résolution : Liban, République démocratique populaire lao, Rwanda et Tunisie.

47. **La Présidente** appelle l'attention sur les amendements proposés dans les documents A/C.3/75/L.72, A/C.3/75/L.75 et A/C.3/75/L.76 et note qu'ils n'ont pas d'incidences sur le budget-programme.

48. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) dit que, compte tenu de la révision orale du paragraphe 5 du projet de résolution, sa délégation souhaite retirer le projet d'amendement figurant dans le document A/C.3/75/L.75.

49. Le projet d'amendement figurant dans le document A/C.3/75/L.76 consiste à supprimer la référence à l'OMS et à souligner l'importance d'une action multilatérale transparente face à la COVID-19 dans le vingt-deuxième paragraphe du préambule.

50. Le projet d'amendement figurant dans le document A/C.3/75/L.72 consiste à supprimer les mots « y compris aux services de santé sexuelle et procréative, » au paragraphe 6. Les préoccupations des États-Unis sur ces questions sont bien connues et ont été partagées lors des négociations. Il est regrettable que les

auteurs n'aient pas pu y répondre dans le but de parvenir à un consensus sur le projet de résolution.

Explications de vote avant le vote

51. **M. Hawke** (Nouvelle-Zélande), s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Honduras, des Îles Marshall, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, de Malte, du Maroc, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, du Panama, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République dominicaine, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, des Tuvalu et de l'Uruguay, regrette que plusieurs amendements aient été proposés concernant des paragraphes qui ont été longuement examinés dans le cadre de plusieurs projets de résolution. Une telle démarche est contraire aux méthodes de travail de la Commission et aux principes du multilatéralisme.

52. La proposition de supprimer toute référence aux « services de soins de santé » est regrettable, étant donné qu'il s'agit d'une formulation convenue de longue date, qui figure notamment dans le Programme 2030, et qui assure un équilibre délicat permettant de tenir compte des différentes vues des délégations sur l'étendue des besoins en matière de santé. L'expression « services de soins de santé » va au-delà de la fourniture de soins médicaux répondant aux besoins de santé immédiats et inclut les tests médicaux et les conseils, l'information et l'éducation sur la santé. Des expressions telles que « santé sexuelle et procréative » sont employées depuis le milieu des années 1990 pour englober un large éventail de points de vue. Dans le Programme 2030, les États Membres se sont engagés à garantir l'accès universel aux services de santé sexuelle et procréative. Toutes les délégations doivent soutenir les droits des femmes et des filles et voter contre tout amendement relatif à ces questions.

53. **M^{me} Vasquez Muñoz** (Mexique) déclare que son pays s'est efforcé de mettre les femmes et les filles au centre de ses efforts de lutte contre la COVID-19,

conformément à sa politique étrangère féministe. Sa délégation est préoccupée par la prolifération des projets de résolution sur le même sujet et s'attendait à une plus grande coordination, qui aurait permis à la Commission de produire un texte unique solide. En outre, les négociations n'ont pas été menées avec la transparence escomptée.

54. En ce qui concerne les amendements proposés, le Mexique votera conformément à sa pratique habituelle qui consiste à se concentrer sur les droits humains et à garantir que toutes les femmes, les adolescentes et les filles aient pleinement accès aux soins de santé et puissent exercer leurs droits en matière de sexualité et de procréation. Le multilatéralisme et la coopération internationale sont les seuls moyens de trouver des solutions durables aux grands défis et aux urgences mondiales et de construire un monde plus juste, inclusif et durable.

55. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document A/C.3/75/L.72 visant à modifier le paragraphe 6 du projet de résolution A/C.3/75/L.6/Rev.1, tel qu'il a été oralement révisé.*

Votent pour :

Bélarus, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Libye, Nauru, Qatar, République arabe syrienne, Tonga, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne,

Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen.

S'abstiennent :

Angola, Brésil, Brunéi Darussalam, Djibouti, Éthiopie, Guyana, Haïti, Iraq, Jamaïque, Lesotho, Mozambique, Nigéria, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Soudan, Viet Nam.

56. *La proposition est rejetée par 134 voix contre 10, avec 17 abstentions.*

57. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document [A/C.3/75/L.76](#) visant à modifier le vingt-deuxième alinéa du projet de résolution [A/C.3/75/L.6/Rev.1](#).*

Votent pour :

Brésil, États-Unis d'Amérique.

Votent contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal,

Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Côte d'Ivoire, Haïti, Honduras, Lesotho, Tonga.

58. *La proposition est rejetée par 161 voix contre 2, avec 5 abstentions.*

59. **M. Heusgen** (Allemagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi qu'au nom de la République de Moldova, regrette que des amendements aient été proposés à un stade aussi tardif. La proposition des États-Unis tendant à supprimer la référence aux « services de santé sexuelle et procréative » au paragraphe 6 du projet de résolution est regrettable. Comme l'a souligné l'OMS, la perturbation de l'accès à ces services en raison de la COVID-19 a eu un impact notable sur la vie de millions de femmes dans le monde entier. Le manque d'accès à ces services menace d'effacer des décennies de progrès, d'exacerber la mortalité et la morbidité maternelles et d'accroître la prévalence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles. L'Union européenne a donc voté contre l'amendement proposé.

60. Il est également regrettable que les États-Unis aient proposé de supprimer la mention de l'OMS au vingt-deuxième alinéa. La suppression de la référence à l'organisation internationale chargée des questions de santé est contre-productive pour lutter efficacement contre la pandémie. L'Union européenne soutient fermement l'OMS et apprécie le rôle essentiel qu'elle a

joué à l'appui de la lutte contre la COVID-19. Elle a donc voté contre le projet d'amendement.

61. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est opposée à la prolifération des résolutions sur la COVID-19, la résolution d'ensemble sur ce sujet les rendant inutiles. Il est regrettable que le projet de résolution ne mette pas davantage l'accent sur les droits humains, malgré les demandes de nombreuses délégations, dont celle des États-Unis. La promotion et la protection des droits humains des femmes et des filles dans le cadre de l'action et du relèvement face à la COVID-19 ne doivent pas être oubliées, en particulier à la lumière de la multiplication des problèmes et des taux accrus de violence domestique auxquels les femmes et les filles sont exposées pendant la pandémie.

62. Il est décevant que les amendements proposés par la délégation américaine aient été rejetés et que le libellé relatif à la santé qui pose problème aux États-Unis soit maintenu dans le projet de résolution. Les États-Unis se dissocient donc du vingt-deuxième alinéa et du paragraphe 6 du projet de résolution. Les États-Unis ont informé l'ONU de leur intention de se retirer de l'OMS. Il est malvenu de sélectionner certains partenaires dans la riposte à la COVID-19. Les expressions « santé sexuelle et procréative » et « services de soins de santé » sont des termes controversés qui détournent l'attention des recommandations du projet de résolution visant à lutter contre les mutilations génitales féminines. Elles sont chargées de connotations qui renvoient à la promotion de l'avortement ou au droit à l'avortement, ce qui est inacceptable pour l'administration américaine. Les États-Unis sont déterminés à améliorer la santé des femmes tout au long de leur vie, mais ils ne peuvent accepter les références à la « santé sexuelle et procréative », aux « services de soins de santé sexuelle et procréative », à « l'interruption de grossesse en toute sécurité » ou à toute autre formulation similaire qui promouvrait l'avortement ou ferait faussement valoir un droit à l'avortement. Selon la Déclaration du Consensus de Genève, chaque nation a le droit souverain de mettre en œuvre les programmes et activités connexes en conformité avec ses lois et politiques, sans pression ou interférence extérieure. Conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à son rapport, les États-Unis ne considèrent pas l'avortement comme une méthode de planification familiale et il n'existe pas de droit international à l'avortement. Les États-Unis appuient sans réserve la fourniture de soins de santé de qualité aux femmes et aux filles du monde entier sans promouvoir l'avortement.

63. En ce qui concerne les références au Programme 2030 et au Programme d'action d'Addis-Abeba, la

délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans une déclaration prononcée précédemment au cours de la séance.

64. **M^{me} Alnesf** (Qatar) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, reflétant la conviction de son pays qu'il est vital d'atténuer les effets de la COVID-19 sur les femmes et les filles. Le Qatar a déployé des efforts importants dans le domaine de la santé sexuelle et procréative, jouant un rôle de premier plan dans la fourniture de soins de santé aux mères et aux nourrissons ; toutefois, il interprète le paragraphe 6, qui traite de ce sujet, d'une manière conforme à sa législation nationale et aux valeurs religieuses et culturelles de la société qatarie.

65. *Le projet de résolution A/C.3/75/L.6/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.*

66. **M. Almanzlawiy** (Arabie saoudite) dit que les auteurs se sont efforcés de tenir compte des points de vue divergents des États Membres et de produire un projet de texte qui réponde aux préoccupations de chaque délégation. Il remercie les délégations pour les efforts qu'elles ont déployés afin de parvenir à un consensus, d'autant plus que les pays ont dû mettre de côté leurs propres intérêts et coopérer en vue de surmonter la pandémie.

67. **M^{me} Barahona Figueroa** (El Salvador) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution et en approuve la teneur. Toutefois, au cours des négociations, El Salvador a souligné qu'il importait de mettre l'accent sur les droits humains et la collecte de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, genre, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays. La liste figurant au dix-neuvième alinéa et au paragraphe 14 n'est pas conforme à la cible 17.18 associée aux objectifs de développement durable ni au paragraphe 74 g) du Programme 2030, ni au paragraphe 17 de la résolution 74/306 de l'Assemblée générale sur une action globale et coordonnée face à la pandémie de COVID-19. La délégation salvadorienne se dissocie donc du dix-neuvième alinéa et du paragraphe 14.

68. **M^{me} Feldman** (Australie), s'exprimant également au nom de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, dit que, sachant qu'il importe de remédier aux effets considérables de la COVID-19 sur les femmes et les filles, la révision orale du projet de résolution est la bienvenue. Toute action ne peut être véritablement axée sur l'être humain que si les droits humains de chacun et chacune sont protégés, respectés et honorés. Les droits humains sont au cœur des objectifs de

développement durable et doivent être au premier plan des mesures prises face à la COVID-19. Ces questions devraient être dûment prises en compte dans les projets de résolution de la Commission.

69. **M^{me} Khusanova** (Fédération de Russie) dit que le projet de résolution comblera les lacunes dans la fourniture d'une aide socio-économique aux femmes et aux filles et à leurs familles pendant la pandémie. Il convient de noter que les États Membres se sont mis d'accord sur un certain nombre de mesures d'intervention nécessaires en tenant compte des besoins particuliers des femmes et des filles, y compris les femmes âgées, les femmes et les filles handicapées et celles qui ont des problèmes de santé. La délégation russe se félicite du fait que le projet de résolution salue le rôle de premier plan que joue l'OMS dans l'action menée par l'ensemble du système des Nations Unies.

70. L'expression « femmes et filles » désigne les femmes et les filles de tous âges. Dans le texte anglais, la mention « women and girls of all ages » (« les femmes et les filles de tous âges ») au premier alinéa est donc redondante et n'apporte aucune valeur ajoutée au texte. L'expression « gender-based violence » en anglais (« violence de genre ») désigne les violence faites aux femmes et aux filles en raison de leur sexe. La délégation russe se dissocie de ces expressions.

71. **M^{me} Jacobs** (Royaume-Uni) dit que sa délégation est favorable à l'amélioration de la riposte rapide à l'échelle nationale et internationale face à l'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles, mais que le projet de résolution échouait à corroborer et à reconnaître l'importance de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation pour toutes les femmes et les filles. Le paragraphe 6 déforme et affaiblit les formulations concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation convenues dans les objectifs de développement durable, en omettant de reconnaître que les services de soins de santé sexuelle et procréative comprennent l'information et l'éducation ainsi que la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux. Les États Membres se sont entendus sur ces formules en septembre 2020, dans la résolution d'ensemble sur la COVID-19. Il est profondément regrettable qu'il n'y ait pas de référence aux droits en matière de procréation, étant donné l'importance cruciale de cette question au regard du sujet du projet de résolution.

72. La délégation britannique est déçue que l'adhésion aux documents issus des conférences d'examen de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement n'ait pas été

réaffirmée au cinquième alinéa et au paragraphe 1 du projet de résolution, comme c'est le cas dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale. Alors que les femmes et les filles sont confrontées à des problèmes de plus en plus importants, il est essentiel de réaffirmer la volonté de respecter et d'appliquer les engagements en matière d'égalité des genres.

73. Le Royaume-Uni est attaché à l'égalité des genres et à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation et s'inquiète des tentatives de faire reculer ces droits. Malgré sa déception face aux lacunes du texte, la délégation britannique reconnaît la nécessité de remédier aux effets de la COVID-19 sur les femmes et les filles et s'est donc jointe au consensus sur le projet de résolution.

74. **M. Rivera Roldan** (Pérou) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution car l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et les filles sont des priorités pour son pays, en particulier dans le contexte de la pandémie. La protection de la vie et de la santé de toutes et tous est la clé d'une riposte rapide et efficace face à la COVID-19, et la jouissance du droit d'accès aux soins de santé est vitale pour le bien-être des femmes et des filles et leur aptitude à participer à tous les domaines de la vie publique et privée, comme convenu dans la Déclaration de Beijing.

75. Si le virus lui-même n'est pas traité comme le problème central, toutes les autres mesures ne seront que palliatives. En ce qui concerne le paragraphe 5 a) du projet de résolution, « l'immunisation à grande échelle contre la COVID-19 », qui a été reconnue comme un bien public mondial, ne peut être atteinte que si le vaccin est lui aussi un bien public mondial. Le Pérou aurait donc préféré que le projet de résolution mentionne plus explicitement le vaccin comme un bien public mondial, comme l'ont suggéré le Secrétaire général et le Directeur général de l'OMS, dont le Pérou soutient le rôle moteur. Le Programme 2030, les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil des droits de l'homme et de l'OMS, ainsi que la déclaration politique de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle font référence aux « vaccins » et non aux « immunisations ».

76. **M. Heusgen** (Allemagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi qu'au nom de la République de Moldova, regrette profondément qu'il n'y ait pas eu consultations ouvertes sur le projet de résolution au-delà

de l'examen de la première révision. C'est grâce à des négociations ouvertes et transparentes avec tous les États Membres que la Commission peut traiter les questions de manière approfondie et dégager des consensus.

77. L'Union européenne est déterminée à promouvoir l'égalité des genres, l'avancement de toutes les femmes et les filles et l'exercice de leurs droits humains dans sa lutte contre les répercussions de la pandémie de COVID-19. Certaines des propositions de l'Union européenne concernant la participation des femmes et des filles à la prise de décision, la violence de genre et des références supplémentaires aux droits humains ont été intégrées au texte. Ces questions doivent être abordées de manière globale afin de rendre justice à toutes les femmes et les filles qui ont été touchées par la pandémie.

78. Il est regrettable que le texte final ne renvoie pas aux documents issus des conférences d'examen de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, comme le font de nombreuses résolutions adoptées par la Commission. L'Union européenne réaffirme sa volonté de reconnaître les progrès accomplis par tous les États Membres de toutes les régions dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

79. Il est également regrettable que le droit à l'eau potable et à l'assainissement ne figure pas dans le texte final, alors que la réalisation progressive de ce droit est essentielle pour faire face à la pandémie de COVID-19. Le projet de résolution souligne la nécessité de débloquent des ressources afin de rendre possible le maintien de l'accès aux services de santé, y compris aux services de santé sexuelle et procréative. Ces services sont essentiels et vitaux et doivent être pleinement et dûment pris en compte dans les travaux de la Commission, d'autant plus que la COVID-19 a compromis, pour des millions de femmes et de filles dans le monde entier, l'exercice des droits à la santé sexuelle et procréative énoncés dans la Déclaration de Beijing, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les documents issus de leurs conférences d'examen. La résolution d'ensemble sur la COVID-19 a souligné l'importance d'une action globale pour assurer la réalisation des droits humains de toutes les femmes. Partant, l'Union européenne n'est pas en mesure de se porter coauteur du projet de résolution.

80. **M^{me} Charikhi** (Algérie) dit que, huit mois après sa première présentation à l'Assemblée générale, le projet de résolution a pris encore plus d'importance, étant donné que les femmes et les filles, en particulier dans les pays en développement, supportent une part disproportionnée des répercussions économiques et sociales de la pandémie. Le projet de résolution part de la reconnaissance du fait que les femmes continuent à jouer un rôle important dans la lutte contre la COVID-19, étant donné qu'elles représentent près de 70 % des effectifs des services sociaux et du personnel de santé qui travaillent en première ligne dans le monde. Le projet met l'accent sur les répercussions de la pandémie sur le développement social des femmes et des filles ; son objectif et les formulations utilisées le rendent pertinent pour les travaux de la Commission. La protection et la promotion des droits des femmes et des filles et la promotion des femmes sont des efforts partagés par tous les pays, en particulier les pays en développement. Le projet de résolution, tel que révisé oralement, dans lequel ont été prises en compte la majorité des préoccupations exprimées au cours des négociations, envoie un message fort concernant une riposte rapide face aux effets de la COVID-19 sur les femmes et les filles.

81. **M. Xing** Jisheng (Chine) dit que la propagation de la pandémie de COVID-19 a posé de sérieux problèmes pour la promotion des femmes, et la communauté internationale devrait s'unir pour protéger les femmes de ses effets. C'est pourquoi la Chine est l'un des auteurs principaux du projet de résolution et estime que ce texte contribuera à renforcer la coopération en matière de promotion de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes. Les auteurs principaux ont écouté les points de vue des États Membres dans un esprit d'ouverture, de transparence et d'inclusivité au cours de multiples cycles de consultation et se sont efforcés de dégager un consensus.

82. **M^{me} Elmansouri** (Tunisie) dit que sa délégation salue les efforts déployés par les auteurs principaux, qui ont permis d'obtenir un texte qui donnera à la communauté internationale les moyens de lutter contre les répercussions de la COVID-19 sur les femmes et les filles. La Tunisie fait de la promotion des droits des femmes une priorité et préconise une approche ancrée dans l'égalité des genres et fondée sur les obligations découlant d'instruments internationaux tels que la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les droits humains et les libertés fondamentales doivent être respectés. Les

mesures prises pour lutter contre la pandémie doivent être légales, non discriminatoires, appropriées et temporaires, et les droits individuels et collectifs doivent être respectés conformément aux obligations internationales, au principe d'égalité et à l'état de droit.

83. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation salue tous les efforts déployés pour protéger la dignité des femmes, y compris dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et pour promouvoir leur développement intégral et leur avancement. Toutefois, la prolifération des projets de résolution sur la COVID-19 est décevante. L'heure n'est pas à la compétition diplomatique ; il est temps au contraire de prouver au monde que les pays peuvent travailler ensemble.

84. Le Saint-Siège considère que l'expression « services de santé sexuelle et procréative » renvoie à une vision holistique de la santé. Mais il ne considère pas qu'elle inclut l'avortement, l'accès à l'avortement ou l'accès aux moyens abortifs. Le Saint-Siège considère que le mot « genre » renvoie à l'identité sexuelle biologique et aux différences biologiques entre femme et homme.

Projet de résolution A/C.3/75/L.13/Rev.1 : Les femmes et les filles et la riposte à la maladie à coronavirus (COVID-19)

85. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

86. **M. Santos Maraver** (Espagne), présentant le projet de résolution, dit que les négociations sur le projet de résolution ont été guidées par l'engagement de sa délégation en faveur de la transparence et de l'inclusion, et que la majorité des propositions faites par les États Membres ont été prises en compte. En conséquence, le projet de résolution bénéficie d'un fort soutien, 85 États Membres de tous les groupes régionaux s'en étant portés coauteurs.

87. L'Assemblée générale devrait tenir compte des conséquences particulières qu'a la COVID-19 sur les femmes et les filles et sur leur participation essentielle aux mesures de prévention et d'intervention. Le projet de résolution est présenté à la Troisième Commission parce qu'il traite des droits humains des femmes et des filles et sert de guide pour des mesures urgentes liées aux questions de genre qui n'ont pas été examinées de manière approfondie par l'ONU. Ne pas présenter de projet de résolution sur cette question, le retirer ou l'édulcorer par crainte d'amendements pourrait entraver les progrès vers l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et les filles. La pandémie ne doit pas

servir de prétexte à un retour en arrière dans ces domaines.

88. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Australie, Canada, Fidji, Guinée équatoriale, Japon, Kazakhstan, Liechtenstein, Madagascar, Panama, République de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Venezuela (République bolivarienne du).

89. **La Présidente** appelle l'attention sur les amendements proposés dans les documents [A/C.3/75/L.55](#), [A/C.3/75/L.56](#), [A/C.3/75/L.57](#), [A/C.3/75/L.58](#), [A/C.3/75/L.66](#) et [A/C.3/75/L.67](#) et note qu'ils n'ont pas d'incidences sur le budget-programme.

90. **M^{me} Khusanova** (Fédération de Russie), présentant les amendements proposés par sa délégation, dit que le projet d'amendement figurant dans le document [A/C.3/75/L.55](#) vise à améliorer le deuxième alinéa du préambule d'un point de vue juridique en établissant une distinction entre les obligations juridiques visées au début de l'alinéa et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui ne prévoit pas de telles obligations. Il faudrait également ajouter une référence à la Déclaration sur le droit au développement, étant donné sa pertinence pour le projet de résolution.

91. L'amendement proposé dans le document [A/C.3/75/L.56](#), concernant le treizième alinéa du préambule, vise à étendre la portée du projet de résolution en faisant référence de manière générale à la discrimination et à la violence, plutôt que de réduire celles-ci aux « formes multiples et croisées de discrimination » et à la « violence sexuelle et fondée sur le genre ». Le projet d'amendement visait également à harmoniser la dernière partie du paragraphe avec le libellé précédemment convenu du paragraphe 28 de la résolution [74/306](#) de l'Assemblée générale.

92. L'amendement proposé dans le document [A/C.3/75/L.57](#) vise à corriger le paragraphe 1 du projet de résolution, dans lequel les obligations politiques énoncées dans les documents issus des conférences internationales pertinentes et de leurs processus d'examen ont été assimilées à tort à celles assumées par les États Membres lors de l'adoption du Programme 2030, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Étant donné que ces documents ont été ajoutés à la formulation précédemment convenue sur laquelle le paragraphe est fondé, on ne sait pas bien quels autres documents et processus d'examen de conférences sont visés ni si ces conférences ont été tenues en vertu d'un

mandat des États Membres de l'ONU. Plusieurs examens ont suscité la controverse, et toutes les délégations n'ont pas pu y participer pleinement.

93. L'amendement proposé dans le document [A/C.3/75/L.58](#), concernant le paragraphe 3 du projet de résolution, vise à éviter de donner la priorité aux femmes et aux filles qui sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination et de violence au détriment de celles qui ne sont confrontées qu'à une seule forme de discrimination ou de violence, en remplaçant « en particulier » par le terme « y compris ». Le projet de résolution n'étant pas un document juridiquement contraignant, il a également été proposé de remplacer « doivent » par le conditionnel « devraient ». Comme on ne sait pas bien ce que peuvent être les moyens de riposte économique « sensibles à la dimension de genre », il est proposé d'indiquer explicitement que les mesures de riposte économique devraient « tenir compte des besoins particuliers des femmes et des filles ».

94. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique), présentant les amendements proposés dans les documents [A/C.3/75/L.66](#) et [A/C.3/75/L.67](#), dit qu'en plus d'avoir fait part de ses préoccupations au cours des négociations, sa délégation a présenté ses amendements dans le délai fixé pour les soumissions écrites. Toute affirmation selon laquelle il s'agit d'amendements de dernière minute est donc inexacte.

Explications de vote avant le vote

95. **M. Heusgen** (Allemagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi qu'au nom de la République de Moldova, déclare que les délégations américaine et russe ont eu amplement le temps de défendre leurs points de vue. Au cours des négociations équitables et transparentes, la délégation espagnole a fait des efforts visibles pour tenir compte des diverses opinions exprimées, y compris celles des États-Unis et de la Fédération de Russie, et 80 % du texte a été approuvé par référendum. La tentative de dernière minute de ces délégations de rouvrir les discussions en proposant de multiples amendements est donc surprenante.

96. En ce qui concerne l'amendement proposé au deuxième alinéa du préambule, l'Union européenne n'a pas d'objection à rappeler la Déclaration sur le droit au développement. Cependant, il y a un manque de cohérence de la part de la Fédération de Russie, car elle

n'a pas fait de propositions similaires pour d'autres projets de résolution.

97. Les amendements proposés pour le treizième alinéa et les paragraphes 1 et 3 visent à réécrire un libellé convenu de longue date sur lequel les États Membres ont pu parvenir à un consensus à de multiples reprises. Aucune délégation n'a remis en question ce libellé dans la résolution d'ensemble sur la COVID-19, qui a été adoptée par l'écrasante majorité des États Membres moins de deux mois auparavant.

98. Les amendements proposés aux paragraphes 7 et 8 visent à compromettre le consensus sur la question importante de l'accès aux services de santé essentiels pendant la pandémie. Les États Membres, dont beaucoup ont des vues divergentes sur ces questions, ont pu s'entendre sur ce libellé par le passé, notamment dans le Programme 2030 et, plus récemment, dans la résolution [73/147](#) de l'Assemblée générale sur l'intensification de l'action engagée pour en finir avec la fistule obstétricale et la résolution d'ensemble sur la COVID-19. Aucune délégation n'a contesté l'appel à désigner les services de santé comme des services essentiels dans la résolution d'ensemble, et l'amendement contre le paragraphe sur la santé sexuelle et procréative et les droits en matière de procréation a été largement rejeté.

99. Ces amendements vont à l'encontre des méthodes de travail de la Commission. Le multilatéralisme exige de tous les États Membres qu'ils agissent de bonne foi et fassent des compromis pour ménager toutes les parties. Ébranler le consensus sur une question aussi importante ne pourrait qu'envoyer un message négatif aux femmes et aux filles touchées par les conséquences sociales, économiques et sanitaires de la pandémie. Les États membres de l'Union européenne voteront donc contre tous les amendements proposés.

100. **M^{me} Zoghbi** (Liban), s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Honduras, des Îles Marshall, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, de Malte, du Maroc, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la

République dominicaine, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, des Tuvalu de l'Uruguay et de la Zambie, regrette que plusieurs amendements aient été proposés concernant des paragraphes qui ont été longuement examinés dans le cadre de plusieurs projets de résolution. Une telle démarche est contraire aux méthodes de travail de la Commission et aux principes du multilatéralisme.

101. La proposition de supprimer toute référence aux « services de soins de santé » est décevante, étant donné qu'il s'agit d'une formulation convenue de longue date, qui figure notamment dans le Programme 2030, et qui assure un équilibre délicat permettant de tenir compte des différentes vues des délégations sur l'étendue des besoins en matière de santé. L'expression « services de soins de santé » va au-delà de la fourniture de soins médicaux répondant aux besoins de santé immédiats et inclut les tests médicaux et les conseils, l'information et l'éducation sur la santé. Des expressions telles que « santé sexuelle et procréative » sont employées depuis le milieu des années 1990 pour englober un large éventail de points de vue. Dans le Programme 2030, les États Membres se sont engagés à garantir l'accès universel aux services de santé sexuelle et procréative. La tentative de remettre en question le consensus sur ces questions et le cadre normatif qui sous-tend les travaux de la Commission est profondément regrettable et ne doit pas être acceptée.

102. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing continuent de définir le cadre international pour la réalisation de l'égalité des genres dans le cadre de politiques et de programmes plus larges. L'insertion proposée de l'expression « tels qu'adoptés par l'Assemblée générale » exclurait les documents finaux ayant remporté un consensus lors de discussions tenues au niveau régional, qui sont une expression importante de la manière dont chaque région traduit les cadres internationaux dans la réalité, ce qui permet d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain. Le texte ne cherche pas à transposer les engagements de ces régions à d'autres. Toutes les délégations doivent soutenir les droits des femmes et des filles et voter contre tout amendement relatif à ces questions.

103. **M. Santos Maraver** (Espagne) dit que les amendements proposés par la Fédération de Russie et les États-Unis visent à affaiblir le texte du projet de résolution, largement appuyé par l'Assemblée générale, et sont contraires aux méthodes de travail de la

Commission car elles menacent le consensus et manquent de flexibilité.

104. En ce qui concerne l'amendement proposé par la Fédération de Russie au deuxième alinéa du préambule, la référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones vise à mettre l'accent sur les femmes et les filles autochtones, qui subissent de façon disproportionnée les effets de la pandémie de COVID-19. La tentative d'ajouter la Déclaration sur le droit au développement affaiblit l'intérêt du paragraphe et n'apporte aucune valeur ajoutée, puisque cette Déclaration ne mentionne aucun groupe vulnérable et n'est pas spécifiquement applicable aux femmes et aux filles.

105. L'amendement proposé par la Fédération de Russie au treizième alinéa du préambule, tendant à modifier un libellé qui a déjà été utilisé dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, constitue une tentative d'affaiblir le projet de résolution.

106. L'amendement proposé par les États-Unis au paragraphe 7, consistant à supprimer la référence aux services de protection et de soins de santé pour les femmes et les filles en tant que « services essentiels », remet en question le consensus obtenu dans le Programme 2030 et la résolution d'ensemble sur la COVID-19. Cette suggestion est tout simplement inacceptable pendant une pandémie mondiale, étant donné que ces services sauvent des vies et contribuent à l'égalité totale entre les genres.

107. Le paragraphe 8 est basé sur un libellé convenu de longue date figurant dans le Programme 2030, la résolution biennale sur l'intensification de l'action engagée pour en finir avec la fistule obstétricale et la résolution d'ensemble sur la COVID-19. Il ne peut être réécrit sur la base d'un amendement de dernière minute, étant donné le travail et les efforts considérables qui ont été consacrés à sa rédaction au fil des ans. Tous les États Membres devraient voter contre ces amendements.

108. **M^{me} Jacobs** (Royaume-Uni) dit que sa délégation est favorable à l'inclusion de références à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation et aux services de soins de santé, étant donné leur importance accrue pour toutes les femmes et les filles pendant la crise. La décision de présenter des amendements de dernière minute à un projet de résolution aussi important est regrettable. Les amendements proposés concernant le deuxième alinéa et les paragraphes 1 et 8 s'inscrivent dans un effort concerté visant à modifier le libellé précédemment convenu, y compris celui de la résolution d'ensemble sur la COVID-19 adoptée récemment, et ne tiennent pas compte des progrès majeurs découlant des conférences régionales et des documents qui en sont

issus. Le Royaume-Uni rejette également les amendements proposés concernant le treizième alinéa et le paragraphe 3, qui exposent les personnes vulnérables ou marginalisées et celles qui sont la cible de discrimination croisée à des risques accrus et réduisent le champ d'application des dispositions relatives à la violence fondée sur le genre. À l'heure où les femmes et les filles rencontrent de plus en plus de difficultés, la délégation britannique ne peut accepter la suppression, au paragraphe 7, de la référence aux services de soins de santé essentiels, qui sont vitaux et souvent salvateurs. Elle votera donc contre les amendements.

109. **M^{me} González** (Argentine) dit que sa délégation se félicite de la transparence et de l'esprit constructif avec lesquels l'Espagne a mené les nombreuses consultations informelles sur le projet de résolution. Elle regrette la proposition d'amendements de dernière minute visant à remettre en question le libellé convenu dans les principaux instruments internationaux relatifs aux droits des femmes et des filles. On ne saurait accepter un retour en arrière dans l'action menée par la communauté internationale pour garantir les droits fondamentaux, et le consensus qui s'est dégagé doit être maintenu pour garantir de manière effective l'avancement des femmes et des filles dans tous les aspects de leur vie. Il est également regrettable que des amendements aient été proposés à des paragraphes qui ont été longuement débattus lors des consultations informelles, ce qui crée un précédent fâcheux pour les méthodes de travail de la Commission. La délégation argentine votera contre tous les amendements.

110. L'Argentine s'attache pleinement à défendre les droits humains et la réalisation de l'égalité des genres. Le programme dont il a été convenu il y a 25 ans à Beijing a été traduit dans sa politique étrangère et constitue la base de son ferme appui au projet de résolution.

111. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document A/C.3/75/L.55 visant à modifier l'alinéa 2 du projet de résolution A/C.3/75/L.13/Rev.1.*

Votent pour :

Algérie, Azerbaïdjan, Bélarus, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Libye, Malaisie, Myanmar, Oman, Pakistan, Palaos, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Soudan, Sri Lanka, Tonga, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay.

S'abstiennent :

Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Costa Rica, Djibouti, Émirats arabes unis, Guinée-Bissau, Haïti, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Maldives, Mali, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Tchad, Tunisie, Yémen.

112. *La proposition est rejetée par 85 voix contre 33, avec 37 abstentions.*

113. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document A/C.3/75/L.56 visant à modifier le paragraphe 13 du projet de résolution A/C.3/75/L.13/Rev.1.*

Votent pour :

Bangladesh, Bélarus, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Cuba, Érythrée, Fédération de Russie, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Libye, Malaisie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Pakistan, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay.

S'abstiennent :

Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Belize, Bhoutan, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guinée-Bissau, Haïti, Koweït, Lesotho, Madagascar, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Qatar, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Suriname, Tchad, Yémen.

114. *La proposition est rejetée par 93 voix contre 28, avec 37 abstentions.*

115. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document [A/C.3/75/L.57](#) visant à modifier le paragraphe 1 du projet de résolution [A/C.3/75/L.13/Rev.1](#).*

Votent pour :

Bangladesh, Bélarus, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Libye, Malaisie, Myanmar, Nauru, Nicaragua, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire

démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Sri Lanka, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay.

S'abstiennent :

Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Belize, Chine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Soudan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Yémen.

116. *La proposition est rejetée par 96 voix contre 29, avec 32 abstentions.*

117. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document [A/C.3/75/L.58](#) visant à modifier le paragraphe 3 du projet de résolution [A/C.3/75/L.13/Rev.1](#).*

Votent pour :

Bélarus, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Libye, Malaisie, Nicaragua, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay.

S'abstiennent :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guyana, Haïti, Iraq, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Yémen.

118. *La proposition est rejetée par 96 voix contre 24, avec 33 abstentions.*

119. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document A/C.3/75/L.66 visant à modifier le paragraphe 7 du projet de résolution A/C.3/75/L.13/Rev.1.*

Votent pour :

Bélarus, Brunéi Darussalam, Cameroun, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Jamaïque, Libye, Nicaragua, Palaos, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tonga.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde,

Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Estonie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

S'abstiennent :

Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Burundi, Congo, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Haïti, Iraq, Kenya, Koweït, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigéria, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Tchad, Viet Nam, Yémen.

120. *La proposition est rejetée par 111 voix contre 13, avec 29 abstentions.*

121. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition contenue dans le document A/C.3/75/L.67 visant à modifier le paragraphe 8 du projet de résolution A/C.3/75/L.13/Rev.1.*

Votent pour :

Bangladesh, Bélarus, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Guyana, Inde, Iraq, Jamaïque, Libye, Malaisie, Nauru, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, Saint-Kitts-et-Nevis, Soudan, Trinité-et-Tobago, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan,

Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

S'abstiennent :

Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Belize, Chine, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Haïti, Kenya, Koweït, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Pakistan, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Tchad, Viet Nam.

122. *La proposition est rejetée par 103 voix contre 24, avec 29 abstentions.*

123. **M. Rivera Roldan** (Pérou) dit que sa délégation se félicite du projet de résolution, car la promotion des femmes est une priorité pour le Pérou. Les reculs causés par la pandémie de COVID-19 au regard des progrès accomplis en la matière et du développement durable en général sont donc préoccupants. Les avancées obtenues pour les femmes et les filles ne doivent pas être remises en cause, surtout en cette année qui marque le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Beijing.

124. La délégation péruvienne a voté contre l'amendement proposé au deuxième alinéa du préambule car il modifie sensiblement la référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui est importante pour le Pérou, étant donné que nombre de ses citoyens appartiennent à des communautés autochtones et que leur culture fait partie

de l'identité nationale. La Déclaration comporte des références pertinentes à la question de la discrimination, que l'alinéa vise à mettre en évidence comme une pratique qui entrave l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales. L'ajout proposé de « rappelant » aurait minimisé l'importance accordée à la Déclaration dans le projet de résolution, en l'ajoutant simplement à une liste au même titre que la Déclaration sur le droit au développement.

125. **M^{me} Elmansouri** (Tunisie) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur l'amendement proposé au projet de résolution [A/C.3/75/L.13/Rev.1](#) figurant dans le document [A/C.3/75/L.55](#). La Tunisie soutient pleinement le projet de résolution lui-même et apprécie les efforts déployés par la délégation espagnole pour produire un texte équilibré, qui permettra à la communauté internationale de faire face aux retombées de la crise sanitaire mondiale dans le respect des normes internationales en matière de droits humains et d'égalité des genres.

126. Le droit au développement est d'autant plus important que les inégalités économiques croissantes et l'écart de développement entre les pays résultant de la pandémie pourraient menacer certains des progrès accomplis en faveur du développement durable et de la protection des droits humains, y compris les droits sociaux et économiques. La délégation tunisienne est également attachée au multilatéralisme et au maintien de formulations consensuelles dans les résolutions de l'Assemblée générale, par l'obtention d'un consensus entre les délégations ayant des points de vue divergents grâce aux négociations et à un dialogue constructif. Par conséquent, la décision de s'abstenir ne doit pas être interprétée comme une opposition à la teneur du projet quant au droit au développement, droit que la délégation tunisienne soutient ; cette décision est plutôt fondée sur des motifs de procédure objectifs.

127. **M^{me} Alnesf** (Qatar) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, reflétant la conviction de son pays qu'il importe de faire face aux difficultés que la pandémie soulève pour les femmes et les filles. Le Qatar a déployé des efforts importants dans le domaine de la santé sexuelle et procréative, mais interprète les paragraphes 7 et 8, qui traitent de ce sujet, conformément à sa législation nationale et aux valeurs religieuses et culturelles de la société qatarie.

128. *Le projet de résolution [A/C.3/75/L.13/Rev.1](#) est adopté.*

129. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est opposée à la prolifération des résolutions sur la COVID-19, la résolution d'ensemble sur ce sujet les rendant inutiles.

130. La délégation américaine se félicite de l'inclusion, dans le texte, de termes forts concernant les droits humains, qui font défaut dans l'autre projet de résolution sur le sujet. Le projet de résolution renvoie à la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et aux quatre piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Il met l'accent sur la nécessité de lutter contre les différentes formes de violence à l'égard des femmes, ce qui est particulièrement important dans un texte sur la COVID-19, étant donné que les femmes et les filles sont exposées à davantage d'actes de violence, notamment domestique, en cas de confinement. Le projet de résolution fait également référence à la lutte contre la désinformation, en gardant à l'esprit l'importance de la promotion et de la protection des droits humains et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression.

131. Il est regrettable que les amendements proposés par la délégation américaine n'aient pas été adoptés et que le libellé relatif à la santé qui pose problème aux États-Unis soit maintenu dans le projet de résolution. Les États-Unis se dissocient donc des paragraphes 7 et 8 du projet de résolution. Les expressions « santé sexuelle et procréative » et « services de soins de santé » sont des termes controversés qui détournent l'attention des recommandations du projet de résolution visant à lutter contre les mutilations génitales féminines. Elles sont chargées de connotations qui renvoient à la promotion de l'avortement ou au droit à l'avortement, ce qui est inacceptable pour l'administration américaine. Les États-Unis sont déterminés à améliorer la santé des femmes tout au long de leur vie, mais ils ne peuvent accepter les références à la « santé sexuelle et procréative », aux « services de soins de santé sexuelle et procréative », à « l'interruption de grossesse en toute sécurité » ou à toute autre formulation similaire qui favorise l'avortement ou ferait faussement valoir un droit à l'avortement. Selon la Déclaration du Consensus de Genève, chaque nation a le droit souverain de mettre en œuvre les programmes et activités connexes en conformité avec ses lois et politiques, sans pression ou interférence extérieure. Conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à son rapport, les États-Unis ne considèrent pas l'avortement comme une méthode de planification familiale et il n'existe pas de droit international à l'avortement. Les États-Unis appuient sans réserve la fourniture de soins de santé de qualité aux femmes et aux filles du monde entier sans promouvoir l'avortement.

132. Il aurait été préférable que l'expression « documents finals de leurs conférences d'examen » au paragraphe 8 et la formulation similaire au paragraphe 1

soit suivie de la mention « tels qu'adoptés par l'Assemblée générale », car cela indiquerait clairement que les documents adoptés par consensus ont plus de poids que ceux qui n'en bénéficient pas et soulignerait la nécessité d'un consensus sur toute décision politique des Nations Unies.

133. Les États-Unis ont informé l'Organisation des Nations Unies de leur intention de se retirer de l'OMS et se dissocient donc du huitième alinéa du préambule. Il est malvenu de sélectionner certains partenaires dans la riposte mondiale à la COVID-19.

134. En ce qui concerne les références au Programme 2030, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans une déclaration prononcée précédemment au cours de la séance.

135. **M. Heusgen** (Allemagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi qu'au nom de la République de Moldova, déclare que le projet de résolution témoigne de manière forte de l'engagement collectif des États membres en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles, y compris pendant la pandémie de COVID-19. L'Union européenne se félicite de la réaffirmation du principe de non-discrimination et de la volonté de lutter contre la violence, le racisme, la stigmatisation et la xénophobie. La situation actuelle est l'occasion pour les pays d'unir leurs forces pour mettre fin à toutes les formes de discrimination et construire des sociétés plus justes et plus égales. L'Union européenne réaffirme sa volonté de mettre en œuvre de manière intégrale et effective le Programme d'action de Beijing, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les documents finals de leurs conférences d'examen, et reste déterminée à défendre la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation dans ce contexte. Consciente de la nécessité de s'attaquer aux problèmes spécifiques auxquels doivent faire face les femmes et les filles dans les situations de crise, elle se félicite de l'engagement exprimé dans le projet de résolution en faveur de la pleine application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité. La société civile, notamment les organisations non gouvernementales et les défenseuses des droits humains, joue un rôle crucial dans la promotion de l'égalité des genres et des droits fondamentaux de toutes les femmes et les filles, mais a été gravement touchée par les répercussions économiques de la pandémie. L'Union

européenne réaffirme sa volonté de défendre le rôle des organisations de la société civile à l'ONU et ailleurs.

136. **M^{me} Bonilla Alarcón** (Guatemala) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, qui vise à examiner le rôle que jouent les femmes dans la riposte face à la COVID-19 et la nécessité pour les pays d'inclure les femmes et les filles dans leurs plans de relance. Toutefois, le Guatemala émet des réserves sur le paragraphe 8. L'expression « droits en matière de procréation » pourrait être mal interprétée, étant donné que le droit interne du pays ne prévoit que des politiques de santé sexuelle et procréative et non des droits en matière de sexualité et de procréation. Ces droits pourraient être interprétés comme un droit à l'avortement ou à des pratiques d'avortement qui contreviennent à la législation du Guatemala.

137. **M^{me} Khusanova** (Fédération de Russie) dit que sa délégation a participé activement aux négociations sur le projet de résolution. Comme indiqué précédemment, 80 % du projet de résolution a été approuvé par référendum. La délégation russe a proposé des amendements concernant les passages problématiques dans les 20 % restants du texte. Ces amendements étaient exclusivement basés sur des formulations préalablement convenues et auraient remplacé des libellés qui avaient été modifiés par les auteurs à leur discrétion en fonction de leurs priorités nationales. La réticence des coordonnateurs des négociations à tenir compte des positions des États Membres sur les questions clés est contraire aux méthodes de travail de l'Assemblée générale. Les amendements proposés par les délégations russe et américaine, qui ont été présentés non pas à la dernière minute mais au tout début des négociations, sont une manifestation du multilatéralisme.

138. L'incohérence dont font preuve un certain nombre de délégations est stupéfiante. Alors qu'elles appuient les passages du projet de résolution qui font manifestement double emploi avec la résolution d'ensemble sur la COVID-19 et d'autres projets de résolution, pour une raison quelconque, elles n'accordent pas le même soutien inconditionnel à d'autres parties de la résolution d'ensemble et du Programme 2030.

139. Il est décevant que les amendements proposés par la délégation russe, qui visaient à rendre le texte plus équilibré, n'aient pas été adoptés. La Russie doit donc se dissocier des deuxième et treizième alinéas et des paragraphes 1 et 3.

140. L'octroi d'un statut spécial aux « femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix dans les situations

de conflit armé et d'après conflit » est étonnant. Toutes les parties prenantes jouent un rôle important dans les mesures communes déployées pour faire face à la pandémie, et il n'est pas très juste de mettre en avant un groupe en particulier. La délégation russe se dissocie donc du libellé du dix-neuvième alinéa et du paragraphe 4.

141. Le premier alinéa du préambule n'implique pas que les documents qui n'ont pas été adoptés par consensus ou fait l'objet d'un accord intergouvernemental dans le cadre des examens régionaux de la Conférence internationale sur la population et le développement ou des réunions tenues sur ce sujet en dehors de l'ONU doivent être considérés comme des modèles d'action pour les États Membres.

142. La délégation russe ne reconnaît pas les dispositions dont elle s'est dissociée ou pour lesquelles elle a fourni son interprétation. Elle ne considère pas que leur libellé constitue une formulation convenue pour les négociations futures.

143. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation salue tous les efforts déployés pour protéger la dignité des femmes et pour promouvoir leur développement intégral et leur avancement, y compris dans le contexte de la pandémie de COVID-19, mais s'inquiète de la prolifération des projets de résolution sur la COVID-19. Avec d'autres délégations, le Saint-Siège a invité les auteurs principaux des projets de résolution [A/C.3/75/L.6/Rev.1](#) et [A/C.3/75/L.13/Rev.1](#) à présenter un projet de résolution commun. Les négociations virtuelles ne peuvent remplacer les négociations en personne. Il est regrettable que les recommandations adressées par le Bureau aux principaux auteurs de projets de résolution, consistant à envisager de rationaliser le nombre de propositions dont la Commission est saisie, notamment en rendant certains projets de résolution biennaux ou en mettant en œuvre des reconductions techniques ou procédurales, n'aient pas été systématiquement prises en considération.

144. Le Saint-Siège considère que les concepts de « santé sexuelle et procréative » et de « droits en matière de procréation » renvoient à une vision holistique de la santé. Mais il ne considère pas que ces concepts incluent l'avortement, l'accès à l'avortement ou l'accès aux moyens abortifs. Le Saint-Siège considère que le mot « genre » renvoie à l'identité sexuelle biologique et aux différences biologiques entre femme et homme.

Point 63 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (A/C.3/75/L.21)

Projet de résolution A/C.3/75/L.21 : Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

145. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

146. *Le projet de résolution A/C.3/75/L.21 est adopté.*

La séance est levée à 18 heures.